

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative  
Bât. A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 01/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DECONS OCCITANIE**

1701 Route de Soulac  
33290 Le Pian-Médoc

Références : AR-7 - 81-DECHETS-2025-41  
Code AIOT : 0006805997

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement DECONS OCCITANIE implanté 2 rue de la Mécanique ZI de la Rougearié 81200 Aussillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 sur le site exploité par la société DECONS Occitanie à Aussillon.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur le risque incendie dans les installations de tri, transit et regroupement de déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECONS OCCITANIE
- 2 rue de la Mécanique ZI de la Rougearié 81200 Aussillon
- Code AIOT : 0006805997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'AUSSILLON relève de la réglementation applicable aux ICPE, régime de l'autorisation, depuis le 29/08/1975 avec un dernier APC en date du 08/04/2022 : régime de l'autorisation pour la rubriques 2718-1, régime de l'enregistrement pour les rubriques 2712-1 et 2713-1.

Lors de la précédente visite d'inspection, faite en juillet 2024, aucune non-conformité n'avait été relevée.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
8	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
9	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet
10	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever quatre non-conformités pour lesquelles des actions correctives sont attendues.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;</li> </ul>

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### Constats :

Le plan de défense contre l'incendie n'a pas été présenté le jour de la visite d'inspection. La version 1 (en date de mars 2025) du plan de défense a été transmise à l'inspection le lendemain de la visite.

Il comprend l'ensemble des documents attendus.

Le plan n'est pas mis à disposition à l'entrée du site.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois l'exploitant met à disposition son plan de défense incendie à l'entrée du site et le communique au service départemental d'incendie et de secours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie

#### Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet

de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en oeuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

En cas de besoin les secours sont alertés par téléphone.

L'exploitant indique avoir réalisé un exercice en avril 2025 dont le scénario était "un incendie sur la presse mobile des métaux". Aucun compte rendu n'a été présenté pour attester de la réalisation de l'exercice.

Le personnel de l'établissement a reçu une formation "Équipier de première intervention" dispensée par la société *A2Ci Prévention incendie*.  
L'attestation de formation a été présentée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un exercice incendie dans le délai de trois mois. Le compte rendu est transmis à l'inspection à l'issue de l'exercice.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat de stock des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites

destinataires des déchets.
<b>Constats :</b>
L'état des stocks présenté est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...]</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le site ne disposant pas de confinement interne des eaux susceptibles d'être polluées, la prescription ne s'applique pas.</p> <p>Voir constat suivant pour le confinement externe.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement externe
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>[...]</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</li> <li>- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</li> <li>- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou</li> </ul>

protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

#### **Constats :**

L'exploitant explique que l'ensemble du site est imperméabilisé. Les eaux collectées convergent gravitairement vers le point bas du site au Nord et transitent par un séparateur. Une vanne guillotine permet d'obturer la sortie du séparateur.

La zone de rétention est ceinturée en partie par un muret d'une hauteur de trois blocs de parpaing.

Sur site, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la superficie au sol de la zone de rétention.

L'inspection a pu constater de nombreuses fissures sur la partie du muret qui était visuellement accessible.

La fonction de rétention du muret n'est pas garantie.

Des déchets jonchent la zone de rétention.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois l'exploitant nettoie tous les déchets s'étant accumulés dans la zone faisant office de rétention. Il prend toutes les mesures nécessaires pour interdire le stockage de matières, produits, matériels ou déchets dans cette zone. Il matérialise sur site la zone de rétention.

Il justifie que la zone de rétention est étanche et qu'elle permet de confiner les eaux susceptibles d'être polluées y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Les justificatifs sont transmis à l'inspection au terme du délai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 6 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels, Justificatifs de calculs et de dimensionnement

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la



<p>somme :</p> <p>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</p> <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <p>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</p> <p>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le besoin en rétention a été calculé à 171 m<sup>3</sup> selon la méthode du document technique D9A.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la capacité de la rétention du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois l'exploitant justifie que la zone de rétention de son site est d'une capacité minimum de 171 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon</p>

<p>accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>« Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de localisation des zones à risque n'a pas été présenté le jour de l'inspection. Il a été transmis le lendemain.</p> <p>Les zones à risque identifiées sur le plan ne sont pas correctement matérialisées au sein de l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois l'exploitant justifie la mise en place:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la signalisation des risques à l'entrée des zones identifiées;</li> <li>• de l'affichage des consignes au droit de ces zones.</li> </ul> <p>Plan et consignes doivent être intégrés au plan de défense incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation</li> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et</li> </ul>

plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a présenté aucune consigne d'exploitation ou de sécurité.

Les documents ont été transmis par le service QSE de Toulouse à la suite de la visite. Les documents n'appellent pas de remarque de l'inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant du site doit mettre à disposition du personnel de l'établissement l'ensemble des consignes en les affichant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Dispositions au contrôle d'accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des accès

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »
<b>Constats :</b>  Le site est entièrement clôturé. Une seule entrée munie d'un portail permet d'accéder aux installations. Les zones interdites au public sont matérialisées sur le site par des panneaux. Les horaires d'ouverture sont affichés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Moyens d'accès et de circulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  « L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.  « Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.  « Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. »
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une voie d'accès permettant l'intervention des secours. Le jour de l'inspection cette voie était dégagée et aucun stationnement de véhicule ne gênait l'accès. Le plan de circulation a été présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>

« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

**Constats :**

Les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs et RIA) ont été vérifiés en septembre 2024 par la société EUROFEU.

Le rapport de vérification a été transmis après la visite d'inspection. Il n'appelle pas de remarques.

Le registre de sécurité est renseigné.

**Type de suites proposées :** Sans suite